

opinions

SUR
LE CERCLE
LES ÉCHOS



Mur budgétaire
Augmentation des impôts et baisse des dépenses publiques : Barack Obama peut-il échapper au « fiscal cliff » ?
bit.ly/11L6unn



Feuilleton politique
Arnaud Dupuis-Castères, spécialiste en communication de crise, décrypte les épisodes de la crise à l'UMP.
bit.ly/SL1k7a

LE LIVRE DU JOUR

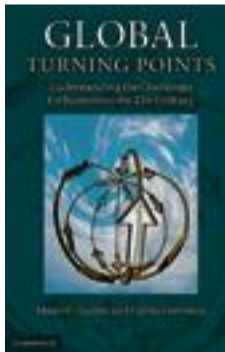
Les défis du siècle réclament une autre gouvernance

LE PROPOS. Avec une approche pluridisciplinaire, Emilio Ontiveros et Mauro F. Guillen, deux économistes réputés, font le point sur l'ensemble des défis que pose le XXI^e siècle : la domination progressive des économies dites émergentes, le vieillissement de la population, l'urbanisation, la paralysie gouvernementale et la crise de l'autorité de l'Etat, les inégalités croissantes, la dégradation de l'environnement ou encore la reconfiguration des rapports de force mondiaux.

L'INTÉRÊT. Comment faire face au fait que, « pour la première fois depuis deux siècles, l'inégalité entre les pays diminue tandis que celle au sein même des pays augmente ? » s'interrogent les auteurs. Comment gérer le vieillissement de la population quand « il semble impossible de promettre une retraite et l'accès à la santé publique à un retraité avec une espérance de vie de vingt ans puisque cela équivaut à tous les impôts payés durant une vie par deux jeunes travailleurs ? » Pour les deux économistes, une seule voie possible : l'amélioration de la gouvernance mondiale.

LA CITATION. « Le monde du XXI^e siècle danse au son d'une nouvelle partition interprétée par de nouveaux musiciens. Nous devons institutionnaliser qui joue chaque instrument. » — J. B.

Global Turning Points
Understanding the Challenges for Business in the 21st Century, par Emilio Ontiveros et Mauro F. Guillen, Cambridge University Press, 182 pages.



DANS LA PRESSE ÉTRANGÈRE

David Cameron ne doit pas dire non à l'Europe



● Dans sa dernière livraison, le très libéral « The Economist » prend fermement position contre une sortie de la Grande-Bretagne de l'Europe. Relevant que cette tentation n'est plus le seul apanage de quelques groupuscules ultraconservateurs, mais que la question s'est désormais installée au centre de la vie politique du pays, notre confrère met en garde une opinion majoritairement sensible au chant du départ contre la « tragédie » que celui-ci engendrerait à ses yeux. Certes, « les bénéfices immédiats d'une telle décision seraient rapides », note « The Economist », ne serait-ce que grâce à une économie de 8 milliards de livres, qui représentent la contribution nette du royaume à l'Europe, ou encore grâce au desserrement de la contrainte régulatrice qui menace la City. Mais, à long terme, les inconvénients seraient désastreux, estime le journal. Ce dernier rappelle notamment que le marché européen compte pour moitié dans les exportations britanniques. Londres serait contraint de négocier une douzaine d'accords commerciaux bilatéraux pour maintenir un tel niveau d'activité. Sans parler des industriels étrangers présents sur le sol national – notamment les constructeurs automobiles – qui pourraient être tentés de quitter la Grande-Bretagne si celle-ci décidait de tourner le dos à l'Europe. Surtout, conclut « The Economist », la position du pays – une fois isolé – risquerait de devenir intenable face à une zone euro qui, à la faveur de la crise, aura accru sa solidité. — D. Fo.

Au Moyen-Orient, les dirigeants face au défi de leur légitimité

En Syrie, en Egypte, comme en Israël, l'ultranationalisme comme le fondamentalisme menacent dangereusement l'équilibre de régimes tentés par les extrêmes. Une dérive contraire à l'aspiration à la liberté des peuples.



Bilena Kilitic/APF

LA CHRONIQUE de Dominique Moïsi



An II de la révolution arabe. Au-delà du « bruit et de la fureur », un mot domine l'évolution régionale du Moyen et du Proche-Orient, celui de « légitimité ». Une légitimité politique que le régime Assad a définitivement perdue en Syrie, à l'intérieur comme à l'extérieur. Une légitimité institutionnelle, que le président Morsi en Egypte est en train d'affaiblir dans sa volonté de contrôler tous les rouages du pouvoir. Une légitimité internationale enfin que le gouvernement Netanyahu en Israël contribue par son aveuglement à fragiliser.

En Syrie, où se joue une bataille décisive pour le contrôle de la région entre l'Iran, d'un côté, l'Arabie saoudite, la Turquie et l'Egypte, de l'autre, la seule interrogation qui demeure est celle du calendrier. La survie du régime se compte-t-elle en jours, en semaines ou en mois ? Bachar al-Assad rendra-t-il sa solitude plus totale et sa chute plus ignominieuse en utilisant contre son peuple des armes chimiques ? En réalité, nous sommes déjà dans un après-Assad d'autant plus confus que l'opposition, si elle a progressé sur le chemin de l'unité, apparaît loin encore d'être cohérente. La peur légitime de l'avenir n'est jamais un argument suffisant pour refuser le changement si le statu quo est définitivement condamné. En soutenant et reconnaissant l'opposition syrienne, la France a fait le bon choix, en réalité le seul possible.

En Egypte, le pouvoir islamiste sorti des urnes est-il en train de se délégitimer aux yeux d'une partie importante de sa population en allant trop loin et trop vite dans la concentration et l'accaparement du pouvoir ? L'Egypte est un très vieux peuple dont l'histoire se confond

avec la naissance de la civilisation. On ne joue pas impunément avec un pays qui a un tel sens de sa continuité historique et de son identité préislamique. L'Egypte peut avoir un pied en Afrique et l'autre au Moyen-Orient, elle n'a pas comme une grande partie du continent africain – pour ne pas parler d'une grande partie du Moyen-Orient – été artificiellement délimitée et construite par des officiers coloniaux peu soucieux de cohérence et d'unité. Les Frères musulmans, s'ils veulent présider durablement aux destinées de l'Egypte, se doivent de respecter toutes les com-

On ne joue pas impunément avec l'Egypte, un pays qui a le sens de sa continuité historique.

Israël est un Etat qui s'enferme dans l'autisme et la provocation irresponsable.

posantes de sa société, sinon l'armée se posera en arbitre. Jusqu'en 1952 et la chute de la monarchie, la culture égyptienne était émancipée, étrangement moderne même au regard de ce qu'elle est devenue aujourd'hui. Il suffit pour s'en convaincre d'avoir vu il y a quelques années au musée du Louvre une exposition consacrée à la photo arabe des années 1930 aux années 1950. Une nudité discrète n'était pas un tabou absolu, pas plus qu'une évocation prudente de l'homosexualité. Aujourd'hui encore, on peut voir au Victoria and Albert Museum de Londres une fascinante exposition de photographies, « Lights in the Middle East », qui couvre l'Iran de la chute du chah à l'Egypte de la place Tahrir. A travers la dérision et la provocation affleurent comme un cri contre la répression et un parfum de liberté. Il s'agit certes de la contre-culture d'une élite. Mais cette partie de la société existe et possède des aspirations qui doivent

nous garder de toute simplification dangereuse du type « tous barbus, tous fondamentalistes ! ». C'est cette diversité que le président Morsi doit entendre et respecter.

On ne saurait mettre sur le même plan la guerre civile en Syrie avec ses risques d'embrasement régional, la lutte pour le pouvoir qui peut à tout moment verser dans l'escalade de la violence en Egypte et la situation d'Israël au lendemain du vote de l'ONU sur l'entrée de la Palestine avec le statut d'observateur qui est celui du Vatican. Et pourtant, là encore, il est question de légitimité. Celle d'un Etat qui s'enferme dans l'autisme et la provocation irresponsable, contribuant ainsi à un processus de délégitimation qu'il dénonce lui-même avec tant de vigueur. Il faut le répéter une fois encore : la sécurité d'Israël passe par la légitimité d'Israël, celle-ci présuppose l'existence à ses côtés d'un Etat palestinien viable et réellement souverain. Une telle solution n'existe peut-être pas, peut-être plus, mais en rendre l'hypothétique matérialisation impossible sur le terrain est non seulement irresponsable mais suicidaire. Il y a moins de quarante ans il existait encore en Israël un sionisme vivant et ouvert qui n'était pas devenu prisonnier d'une « religion de la terre », qui n'était pas la victime de l'irrésistible droitisation de ses élites politiques. Il existait une société où le statut de la femme n'était pas remis en question par une dangereuse dérive religieuse. Tout se passe en réalité comme si l'Etat d'Israël – au moment où il veut se couper de son environnement régional par une barrière physique (le mur de sécurité) ou technologique (les missiles antimissiles) – établissait une continuité paradoxale avec ses voisins en jouant lui aussi la carte de l'intolérance religieuse ou celle de l'ultranationalisme.

De Damas au Caire, du Caire à Jérusalem le mot clef est bien celui de « légitimité ».

Dominique Moïsi est professeur au King's College de Londres et conseiller spécial à l'Ifr.

LE BILLET DE FAVILLA

Pourquoi faire simple ?

On se félicite que le gouvernement s'attaque au problème de la compétitivité des entreprises. Et quoi qu'on pense de l'importance relative de ses éléments « de coûts » ou « hors coûts », il est clair que leur allègement est au moins opportun. Le plus simple était de le faire. Mais l'exécutif a opté pour la voie compliquée, et même sinieuse, du crédit d'impôt. Procédure complexe, aux effets difficiles à maîtriser, et génératrice de frais administratifs. On n'ose croire que sa seule vertu ait été à ses yeux de ne pas être en « ligne droite » (allègement des charges sociales par transfert sur la TVA). Si c'était le cas, ce serait réussi.

On commence en effet par déverser sur les entreprises une manne de 20 milliards – différée pour des raisons budgétaires mais préfinançable par les banques. Cette subvention à l'emploi étant indexée sur la masse salariale – en dessous de 2,5 SMIC – ne garantit pas au reste que les entreprises à sureffectifs ne soient pas favorisées. Et pour en éviter les effets pervers, il faudra s'assurer que l'argent ira bien là où il doit aller. On se dirige donc vers une série de contrôles sur la rémunéra-

tion des dirigeants, la distribution des bénéfices, le « civisme fiscal » de l'entreprise, sans préjudice d'autres précautions légitimement réclamées par la gauche des parlementaires socialistes.

Des remarques analogues pourraient être formulées sur la nouvelle Banque publique d'investissement, laquelle mélange sous une seule égide les actuels Oséo, CDC Entreprises et Fonds stratégique d'investissement, qui ont tous prouvé leur efficacité. Là encore on voulait peut-être à tout prix « faire autrement ». Mais les régions y revendiquent déjà plus de pouvoirs, et les gestionnaires expérimentés mettent en doute l'efficacité d'un capital partagé à 50-50 (Etat-CDC), cause d'enlisement partout où il existe. Outre leur probable parti d'affichage politique, ces démarches confirment bien, sur le fond, deux convictions de la gauche française : plutôt redonner plus d'argent au contribuable qu'accepter de moins lui en prendre ; tenir à l'occasion la main des entreprises pour éviter leurs fautes d'orthographe. Ces convictions sont malheureusement sincères.